

« Quand 189 pays collaborent, c'est du multilatéralisme à l'état pur »

Dans un entretien mené par écrit, le président de la Banque mondiale Jim Yong Kim évoque pour *La Vie économique* les défis auxquels l'institution doit faire face et son rôle dans le financement du développement. Il reste confiant sur l'avenir de la voie multilatérale.

Le Groupe de la Banque mondiale est l'une des principales institutions à se consacrer au financement du développement et à la transmission de savoir vers les pays pauvres. Comment son rôle a-t-il évolué au cours des 25 dernières années ?

À l'origine, la Banque mondiale a été fondée pour financer la reconstruction des États détruits pendant la Seconde Guerre mondiale. Au fil des décennies, son mandat s'est modifié. Aujourd'hui, nous travaillons dans presque tous les domaines de la lutte contre la pauvreté, afin d'assurer aux gens une qualité de vie meilleure et durable : nous soutenons une croissance économique inclusive, nous investissons dans l'humain et renforçons la capacité de résistance à des menaces telles que le changement climatique, les pandémies, l'exil et les déplacements forcés.

Nous avons joué un rôle central avec nos 189 pays membres et un large éventail de partenaires dans l'abord de ces questions délicates. Nous pouvons maîtriser des crises tout en posant les bases d'un développement durable à long terme.

Rien ne reflète mieux ce changement que la diversité de nos employés : le Groupe de la Banque mondiale emploie des économistes, des sociologues, des politologues et des experts d'autres disciplines, qui viennent de 170 pays différents. Plus d'un tiers du personnel travaille dans l'un de nos 120 bureaux à travers le monde.

En 2015, la communauté internationale a adopté l'Agenda 2030 de développement durable. Comment le Groupe de la Banque mondiale contribue-t-il à sa mise en œuvre ?

La communauté internationale s'est fixé pour la première fois un délai, l'année 2030, pour mettre fin à la pauvreté extrême. La lutte contre la pauvreté est le premier des 17 Objectifs de développement durable (ODD). C'est là aussi le but principal du Groupe de la Banque mondiale.

Les ODD de l'ONU sont en phase avec notre double objectif, à savoir éradiquer la

pauvreté extrême d'ici à 2030 et augmenter les revenus des 40 % les plus pauvres de la planète. C'est pourquoi nous aidons les pays bénéficiaires à mettre en œuvre l'Agenda 2030, en leur fournissant des instruments de financement, des analyses et des conseils.

Comment le Groupe de la Banque mondiale peut-il mettre efficacement à disposition des biens publics globaux dans des domaines comme le changement climatique ou les situations de fragilité, alors que l'euphorie entourant le multilatéralisme est en train de retomber dans de nombreux pays occidentaux ?

Quand 189 pays collaborent, c'est du multilatéralisme à l'état pur. Le Groupe de la Banque mondiale fournit aujourd'hui la plupart des investissements climatiques à travers le monde et il a créé le premier mécanisme d'assurance contre les pandémies. Nous collaborons avec les pays et les partenaires concernés pour mettre un terme aux famines actuelles et nous utilisons tous les instruments à notre disposition pour éviter que d'autres n'éclatent à l'avenir.

Par ailleurs, nous poursuivons notre travail sur la crise mondiale des réfugiés : l'Association internationale de développement (AID) – le fonds pour les États les plus pauvres – verse 2 milliards de dollars aux pays à faible revenu qui voient affluer des réfugiés. En outre, des pays à moyen intermédiaire qui accueillent les réfugiés syriens, comme la Jordanie et le Liban, reçoivent également, pour la première fois, des fonds à des conditions avantageuses. Ceux-ci sont dispensés par le Mécanisme mondial de financement concessionnel.

De nombreux pays émergents, qui constituaient le moteur de l'économie mondiale durant la décennie écoulée, sont aujourd'hui confrontés à une croissance anémique ainsi qu'à des défis nationaux, politiques et économiques. Comment voyez-vous leur avenir ? Quel impact cette situation aura-t-elle sur

le rôle de ces pays dans l'arène multilatérale, en particulier au sein du Groupe de la Banque mondiale ?

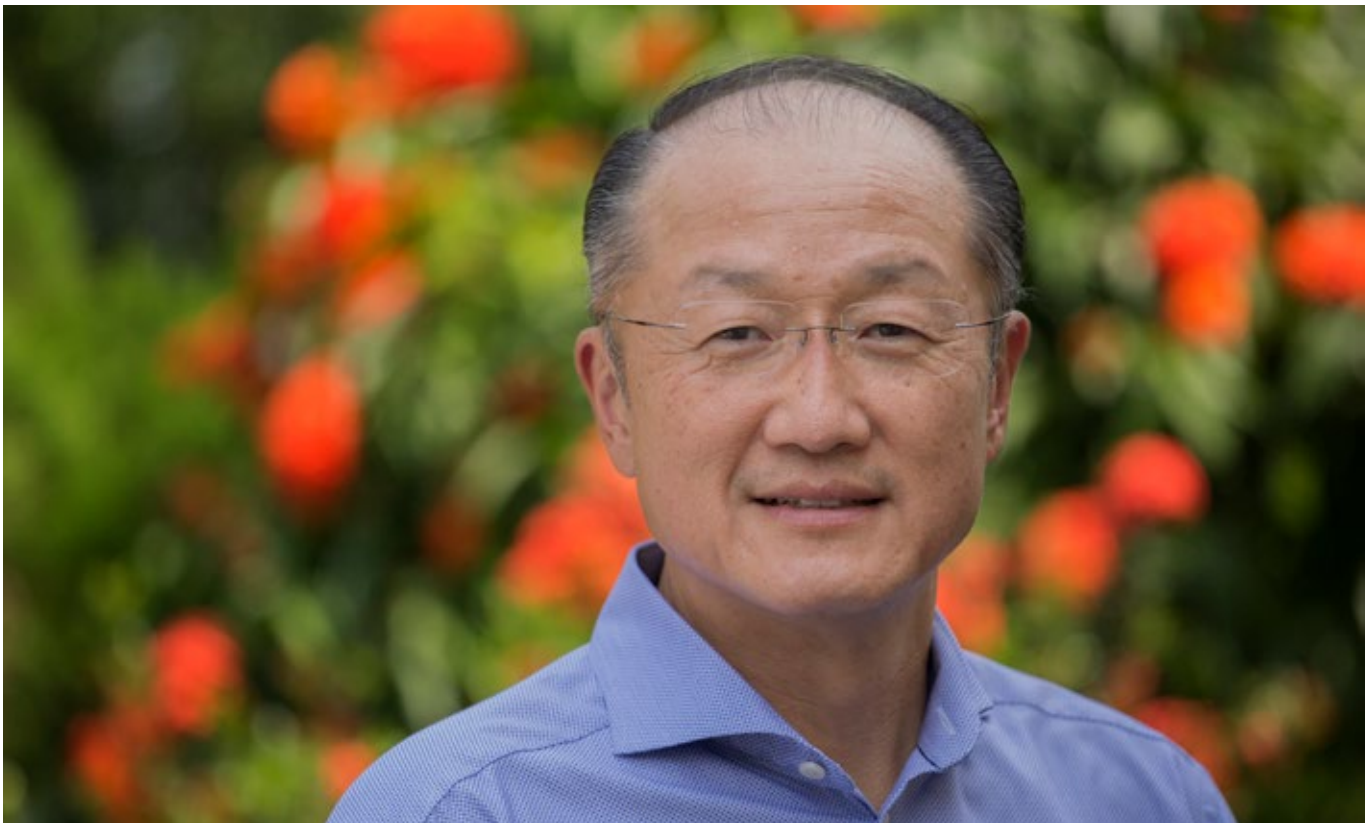
Au cours des dernières décennies, c'est dans les pays émergents que l'économie a progressé le plus rapidement. Ces pays se sont de plus en plus intégrés dans la finance et les échanges internationaux. Leur développement concerne donc l'ensemble de l'économie mondiale.

La reprise actuelle de l'économie mondiale est faible et les risques sont nombreux : protectionnisme accru, incertitude élevée par rapport à la politique économique, turbulences sur les marchés financiers et faible croissance à long terme. Tout cela influence notre mandat qui consiste à lutter contre la pauvreté et à promouvoir une prospérité équitablement répartie. Cela se répercute également sur nos efforts visant à mobiliser les investissements du secteur privé dans les pays en développement.

Nos membres sont aussi bien des nations industrialisées que des pays en développement. Nous apprécions le partenariat solide que nous entretenons avec chacun d'eux. La structure de participation doit refléter l'économie mondiale et les efforts déployés par les États pour mettre en œuvre le mandat du Groupe de la Banque mondiale. Le Conseil des gouverneurs est chargé de superviser la structure de vote et de participation.

L'invité

Jim Yong Kim est président du Groupe de la Banque mondiale depuis 2012. En juillet dernier, il a entamé un nouveau mandat de cinq ans à la tête de l'institution. D'origine sud-coréenne, il a grandi aux États-Unis, où il a obtenu un doctorat en médecine. Avant d'entrer à la Banque mondiale, M. Kim a été président du Dartmouth College et professeur tant à la faculté de médecine qu'à celle de santé publique de l'université d'Harvard. Précédemment, il avait été conseiller à l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et directeur du département Sida dans cette même organisation.



WELTBANK

Le président de la Banque mondiale Jim Yong Kim : « Le Groupe de la Banque mondiale fournit aujourd'hui la plupart des investissements climatiques à travers le monde. »

Ses membres savent à quel point il est important que les organes dirigeants de l'institution tiennent compte du rôle des pays émergents et le reflètent de manière appropriée.

Les institutions multilatérales de financement du développement créées récemment, comme la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (BAsI) ou la Nouvelle banque de développement, n'ont pas nécessairement pour objectif principal de réduire la pauvreté. Sont-elles de ce fait en conflit avec le mandat du Groupe de la Banque mondiale ?

Les banques multilatérales de développement jouent un rôle clé dans la lutte contre la pauvreté et la promotion du développement durable, notamment en comblant les déficits de financement qui affectent des projets d'infrastructures dans les pays en développement. Elles financent environ 5 à 10 % des dépenses annuelles dans le domaine des infrastructures.

Nous collaborons étroitement avec la BAsI depuis sa création et nous avons dans toute l'Asie des activités visant à couvrir les besoins gigantesques des pays en matière d'infrastructures. Nous avons coopéré dès le début de 2014 avec le Secrétariat multilatéral

intérimaire de la BAsI. Nous l'avons soutenu dans des domaines tels que la gouvernance, la structure organisationnelle, les normes écologiques et sociales ainsi que les processus d'adjudication.

Si les banques multilatérales de développement collaborent et relèvent les défis qui se présentent, nous en profitons tous, en particulier les pauvres et les personnes les plus vulnérables.

En été 2016, la Banque mondiale a adopté le Cadre environnemental et social qui fixe de nouvelles normes écologiques et sociales. Comment cet instrument peut-il aider la banque à adapter son activité aux besoins des pays et à encourager l'appropriation de telles normes ?

Le Cadre environnemental et social, qui doit entrer en vigueur en 2018, est l'une des nombreuses initiatives lancées récemment par la Banque mondiale pour améliorer les résultats en matière de développement. Ces nouvelles normes renforcent la protection contre les effets potentiellement néfastes de projets financés par des banques et contribuent au développement durable. Elles accroissent également la transparence, la non-discrimination, l'inclusion sociale, la participation publique et la reddition de comptes. Les normes aident les pays bénéficiaires à augmenter leurs compétences sur des thèmes environ-

nementaux et sociaux, et à aborder ces questions complexes de manière autonome.

Comment décririez-vous le rôle de la Suisse et quelle sera la meilleure façon pour elle de soutenir le Groupe de la Banque mondiale ces 25 prochaines années ?

Durant les 25 années écoulées, la Suisse a façonné de manière significative le Groupe de la Banque mondiale et l'agenda du développement en général. Nous apprécions beaucoup sa voix critique et constructive, son engagement en faveur de l'efficacité, de l'efficacité et de la qualité, tout comme son soutien au renforcement du Groupe de la Banque mondiale.

Nous sommes profondément reconnaissants à la Suisse de ses contributions financières, en particulier à l'Association internationale de développement. Cela a permis à des millions de personnes d'échapper à la pauvreté. Nous collaborons étroitement avec la Suisse dans de nombreux domaines importants, en particulier la promotion du secteur privé et la création d'emplois, ainsi que sur des thèmes comme l'approvisionnement en eau, l'environnement, le changement climatique, les pays fragiles, les conflits ou la violence. Nous nous réjouissons de poursuivre cette collaboration avec elle durant les 25 prochaines années.

Enregistrement : Seco / La Vie économique